

VOUS ÊTES IMPOSÉS AU RÉGIME DU BÉNÉFICE RÉEL OU DU RÉEL SIMPLIFIÉ

5 : Résultat fiscal de l'année avant imputation des déficits antérieurs

. . F.cfp

Résultat : bénéficiaire ou déficitaire

6 : Versements **volontaires** au titre de la couverture des risques maladie, maternité, vieillesse ou invalidité, mentionnés à l'article Lp 123 I.b. du Code des Impôts

. . F.cfp

Je soussigné(e), CERTIFIÉ SUR L'HONNEUR, l'exactitude des renseignements donnés et m'ENGAGE à signaler immédiatement les redressements qui pourraient être opérés ultérieurement.

Fait le
jour mois année

signature et qualité du déclarant

Vous devez impérativement retourner votre déclaration de ressources aux dates suivantes :

Ressources du 1er trimestre	Avant le 15 avril
Ressources du 2ème trimestre	Avant le 15 juillet
Ressources du 3ème trimestre	Avant le 15 octobre
Ressources du 4ème trimestre	Avant le 15 janvier

à la CAFAT branche Recouvrement.
 4 rue du général Mangin. BP L5. 98849 NOUMEA CEDEX
 Tél. : 25 58 09 - Fax. : 25 58 94

ATTENTION ! Dans votre intérêt, retournez cet imprimé rempli avant la date limite afin d'éviter :
 - une majoration de 5 000 F.cfp pour déclaration tardive,
 - la fixation de votre cotisation au montant le plus élevé.

En renseignant au recto vos coordonnées, vous recevrez des supports d'information diffusés par la CAFAT en conformité avec sa mission de service public.

La présente déclaration est conforme à l'arrêté en vigueur adopté par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique. Elles sont destinées à la gestion de votre dossier et à celle de nos fichiers assurés et cotisants. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de suppression de ces données (Loi du 06.01.1978) auprès de la Direction de la CAFAT.

Article Lp 22-7 de la loi du pays modifiée n°2001-016 du 11.01.2002 : « Est passible d'une amende de 500.000 F.cfp quiconque se rend coupable de manoeuvres frauduleuses ou de fausses déclarations pour obtenir ou tenter de faire obtenir des prestations ou des allocations de toute nature, liquidées et versées par les organismes de protection sociale, qui ne sont pas dues, sans préjudice des peines résultant de l'application d'autres lois, le cas échéant. »